

Le Moyen-Orient après le 7 octobre

Vers l'embrasement ?

Israël a montré sa prééminence sur sept fronts depuis le 7 octobre 2023. Nul ne semble pouvoir l'arrêter dans sa tentative de remodeler le Moyen-Orient. Le virage amorcé par les États-Unis semble pour l'heure impuissant à endiguer le chaos qui menace, en dépit de la volonté de stabilisation de nombre d'acteurs régionaux.

À la veille du 7 octobre 2023, le chaos régnait au Moyen-Orient : la Syrie fragmentée et occupée par des puissances étrangères ; l'Irak tronçonné en trois entités ; le Liban confronté à une grave crise économique et politique ; le Yémen en état de guerre ; l'Iran avec de sérieux troubles intérieurs et une économie sinistrée ; l'État islamique (EI) toujours présent aux confins de l'Irak et de la Syrie. Seuls les pays du Golfe affichaient stabilité et prospérité. Israël faisait face à une crise intérieure sur la réforme judiciaire, mais depuis les accords d'Abraham, le sentiment était que Tel-Aviv normalisait ses relations avec le monde arabe.

Israël en guerres

Depuis le début de la guerre de Gaza, Benjamin Netanyahu considère qu'Israël se bat sur sept fronts, dont plusieurs sont encore actifs. Mais derrière cette affirmation, l'objectif est de remodeler le Moyen-Orient, d'étendre son influence et de contrôler de nouveaux territoires. Le Hamas, auteur de l'attaque terroriste du 7 octobre 2023, a été, bien évidemment, la cible prioritaire en visant une « victoire totale » et l'éradication du mouvement. Les moyens engagés ont été considérables sur un territoire exigu (365 kilomètres carrés) avec un bilan dont l'ampleur, d'abord dénoncée par la communauté internationale, l'est désormais en Israël même et par la diaspora juive. Au 1^{er} août 2025, on dénombrait plus de 59 000 morts, dont deux tiers de civils parmi lesquels de nombreux enfants (30 %), et plus de 150 000 blessés. Les relevés satellites montrent que 90 % des bâtiments de Gaza ont été détruits ou gravement endommagés, dont des infrastructures d'adduction d'eau, hôpitaux, établissements scolaires et universitaires, dans une zone devenue inhabitable pour ses 2,4 millions d'habitants.

Le Hamas est-il éradiqué ? Il est très affaibli : état-major éliminé, système de commandement démantelé, influence sur la population gazaouie mise en cause. Comme le reconnaissent les services de renseignement israéliens, il disposerait pourtant, malgré ses pertes, d'autant de combattants qu'avant le 7 octobre. Mais l'objectif initial a été modifié : l'armée procède à une occupation permanente de la majeure partie de la bande de Gaza, au regroupement de la population dans la partie sud

du territoire, et à des départs « volontaires », dénoncés comme un « nettoyage ethnique ». La brutalité de la réaction israélienne, allant jusqu'au blocus de l'aide humanitaire internationale, a contribué à dégrader l'image d'Israël et à l'isoler.

D'autres fronts se sont ouverts, en réplique à la guerre de Gaza ou à l'initiative d'Israël. En Cisjordanie, des affrontements se développent au quotidien sous forme d'actions conjuguées de Tsahal et des colons, visant à faire partir la population palestinienne. Au Liban, une offensive d'envergure contre le Hezbollah en septembre 2024 s'est traduite par l'élimination de son état-major et son affaiblissement militaire et politique. En Syrie, Israël a profité du vide créé par l'écroulement du régime de Bachar Al-Assad pour détruire les capacités résiduelles de l'armée syrienne. Le front irakien, où Israël a visé les milices chiites sous influence iranienne, ne s'est animé que sporadiquement. Le front sud a constitué une vraie surprise avec le soutien au Hamas des Houthis du Yémen, à 2 000 kilomètres du champ de bataille. Derrière tous ces fronts, Israël dénonce la main de l'Iran, qui en 2024 a été, à plusieurs reprises, frappé directement sur son territoire.

Remodeler le Moyen-Orient ?

Le Liban a toujours été considéré comme un territoire essentiel pour la sécurité d'Israël qui l'a envahi à plusieurs reprises. En dépit de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, Tsahal maintient sa présence dans le Sud-Liban et continue de frapper quotidiennement des cibles jugées hostiles, pour y créer une zone tampon jusqu'au Litani. En Syrie, Israël tente d'élargir sa présence sur le Golan et a atteint Quneitra. Il joue la carte du « démentèlement » d'un pays menacé de guerre civile. Autoproclamé protecteur de la minorité druze, Israël a aussi établi avec les Kurdes des liens forts depuis longtemps.

Mais c'est bien l'Iran qui est au cœur des projets de remodelage. Dès les années 1990, Benyamin Netanyahu mettait en garde contre une « menace existentielle » alors que le programme nucléaire iranien n'était pas vraiment relancé. En septembre 2024, un message vidéo relayé en persan du Premier ministre israélien s'adresse directement à la population iranienne et l'incite au soulèvement. La menace prend selon lui plusieurs formes : imminence de la possession d'un arsenal nucléaire, mais aussi « installation d'une base d'attaque à proximité d'Israël ». Dans le passé, il a sollicité de Washington plusieurs fois un feu vert et un appui logistique en bombes à forte pénétration, indispensables à la réussite d'une attaque contre les sites nucléaires iraniens. Jusqu'alors, les États-Unis s'étaient refusés à cette demande. Pressé par Netanyahu, Trump a fini par se laisser convaincre et a apporté un soutien spectaculaire dans son attaque de l'Iran.

Ainsi est-on passé de la guerre de l'ombre menée depuis plusieurs décennies à une offensive massive déclenchée le 13 juin 2025, avec un double objectif : éliminer toute menace pour la sécurité d'Israël – réelle ou potentielle –, c'est-à-dire non seulement les capacités militaires conventionnelles mais également les programmes balistique et nucléaire, et provoquer un *regime change*. Cette guerre s'est arrêtée brusquement avec un cessez-le-feu imposé par Trump le 22 juin. Mais en réalité, la « guerre des douze jours » n'a pas été concluante : l'ampleur des dommages sur les sites nucléaires reste incertaine, voire limitée ; le régime iranien est toujours en place et ne semble pas menacé ; au contraire il a même renforcé son emprise sur la population. Israël, à l'évidence, n'a pas encore atteint ses objectifs. Au lendemain

du cessez-le-feu, le chef d'état-major israélien, Eyal Zamir a été clair : « Nous avons achevé une phase importante mais la campagne n'est pas terminée. » Elle ne le sera pas, en particulier si un accord n'intervient pas entre les États-Unis et l'Iran, ou si Israël juge que ce nouvel accord, pas plus que celui de 2015, n'assure sa sécurité.

Vers une *pax americana*

La politique belliciste présentée par Netanyahu comme « une guerre de civilisation contre la barbarie » ne peut qu'inquiéter. L'hostilité vient tout d'abord des puissances régionales qui entendent affirmer leur « souveraineté stratégique » en pratiquant le « multi-alignement ». Les pays du Golfe, par leur puissance financière comme par leur politique extérieure, jouent dorénavant un rôle majeur. Contrairement à la doctrine passée du roi Abdallah – « il faut couper la tête du serpent » –, ils favorisent une politique de bon voisinage. En témoigne la normalisation des relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite en avril 2023 sous médiation chinoise. Mais Riyad reste une fidèle alliée des États-Unis, avec lesquels elle compte développer un programme nucléaire civil, malgré une forte désapprobation d'Israël, contre promesse d'investissements massifs aux États-Unis. Toute normalisation dans le cadre des accords d'Abraham est pour l'heure exclue, tant que la perspective d'un État palestinien n'est pas en vue. Cette préoccupation de souveraineté stratégique est partagée par les pays du Golfe les plus influents : Émirats arabes unis (EAU), Qatar, Oman. Tous, conscients des conséquences dévastatrices d'un conflit sur leur développement, voire leur existence, jouent la carte de la stabilité.

Le projet israélien se heurte aux intérêts de la Turquie, désormais puissance de poids régionale. Sa politique étrangère « néo-ottomane », tant politique qu'économique, s'affirme d'autant plus que ses relations avec l'Iran se sont fortement dégradées, tandis que ses ambitions régionales sont de plus en plus évidentes comme l'a montré l'appui donné au mouvement Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) qui a renversé Bachar Al-Assad. Le président Erdoğan, devenu incontournable, entretient de bonnes relations avec les présidents Poutine et Trump, qui ne peuvent que favoriser ses ambitions.

Le basculement géostratégique en faveur de la Chine et de la Russie se confirme. Moscou a certes subi un revers en Syrie avec la chute de Bachar Al-Assad, mais l'accord conclu avec le nouveau pouvoir lui permet de garder ses bases militaires et de poursuivre une coopération pétrolière. Quant aux liens tissés avec l'Égypte de Sissi (présent à Moscou le 9 mai), avec l'Iran et son « partenariat stratégique » et avec l'Arabie saoudite dans le cadre de l'OPEP+, ils montrent que, malgré sa discrétion dans le conflit israélo-iranien, la Russie n'a pas renoncé à son influence au Moyen-Orient et peut capitaliser, non sans cynisme, sur les atteintes à la souveraineté et au droit international dont Israël et les États-Unis sont responsables. Il en est de même de la Chine, qui promeut toujours avec succès son *Arab Policy Paper* de 2016 et entend affirmer un rôle de leader du « Sud global » –, Pékin ne se privant pas de dénoncer le double standard de l'Occident et sa complaisance à l'égard de l'hégémonisme israélien.

Quant aux États-Unis, malgré la priorité que représente la lutte contre la puissance chinoise, ils restent engagés au Moyen-Orient et entendent s'y maintenir. Le voyage de Donald Trump en mai 2025 montre que, dans la région, les pays du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, demeurent des partenaires majeurs. Le président américain y venait avec deux objectifs : conclure des *deals* avantageux pour

les États-Unis – voire pour lui-même et ses proches –, et apparaît en homme de paix. De très importants accords commerciaux ont été passés avec l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis, même si beaucoup relèvent de l'effet d'annonce. À l'occasion de cette visite, sa rencontre avec Ahmed Al-Charaa et la levée sans condition des sanctions affectant la Syrie, sous l'influence de Mohammed ben Salmane et d'Erdoğan, marquent une volonté de stabilisation de la région.

Mais Trump, après une certaine prise de distance vis-à-vis de Netanyahu, a montré qu'il demeurerait « le meilleur président pour Israël ». Dans un premier temps, en « homme de paix », il a semblé inquiet de l'activisme guerrier de Netanyahu : il a désapprouvé la poursuite de la guerre à Gaza, demandé un cessez-le-feu et la reprise de l'aide humanitaire. Il a négocié directement avec le Hamas la libération d'un otage américain et conclu un accord avec les Houthis pour éviter toute attaque contre les navires américains en mer Rouge – preuve de son attachement à l'*America First*, au grand agacement du gouvernement israélien.

Cependant l'entrée en guerre d'Israël contre l'Iran et sa conversation téléphonique avec Netanyahu le 12 juin ont brutalement changé la donne. Après avoir donné son feu vert à l'attaque massive de l'Iran par Israël, Trump a apporté un soutien logistique, notamment dans le domaine du renseignement, puis l'armée de l'Air américaine est intervenue directement dans le conflit. Les bombardiers furtifs B2 ont ciblé, par bombes GBU-57 à forte pénétration, plusieurs sites nucléaires iraniens. Mais cet appui décisif a été suivi d'un cessez-le-feu imposé aux deux belligérants, laissant la place à la négociation nucléaire avec l'Iran dont l'issue est incertaine.

Ainsi une *pax americana* d'un nouveau style s'esquisse, dans laquelle les États-Unis ancrent leur présence au Moyen-Orient tout en confirmant leur « pivot » vers le Pacifique. Les États-Unis pourront-ils imposer leur volonté ? La démarche erratique du président américain qui continue d'apporter un soutien indéfectible à Israël pourra-t-elle lui imposer ses vues et conclure un accord avec l'Iran ? Rien n'est moins sûr.

Une ambiance de guerre larvée, voire ouverte, risque de se développer au Moyen-Orient et ajouter du chaos au chaos. Dans ce contexte caractérisé par les guerres sans fin menées par le gouvernement israélien et des perspectives de « nettoyage ethnique », tant à Gaza qu'en Cisjordanie, il est peu probable qu'Israël y gagne en sécurité, bien au contraire.

D. B.

Pour en savoir plus

- D. Bauchard, « La politique étrangère d'Israël : la lutte pour la sécurité », *Diplomatie*, n° 85, avril-mai 2025, p. 46-51.
- D. Charbit, *Israël, l'impossible État normal*, Paris, Calmann-Lévy, 2024.
- D. Khalfa (dir.), *Israël-Palestine, année zéro. Le 7 octobre 2023, une onde de choc mondiale*, Paris, Le Bord de l'eau, 2024.

